

Déclaration SNES-FSU CTA 14 octobre 2019

Ce premier CTA permet, et c'est une nouveauté appréciable, un premier bilan de rentrée assez tôt dans l'année. Malheureusement celui que nous dressons, à l'appui des nombreux contacts avec nos collègues dans les collèges et lycées, est assez sombre.

La rentrée s'est en effet déroulée avec 60 emplois retirés dans le second degré pour des effectifs finalement en légère hausse. Les conséquences en sont la hausse des effectifs par classes et l'augmentation de la charge de travail des professeurs, par l'imposition notamment d'une deuxième HSA obligatoire. Les problèmes de remplacement restent importants et sont inacceptables, comme par exemple au lycée de La Souterraine, où des élèves n'ont pas de professeur de philosophie depuis la rentrée. Nous faisons le constat aujourd'hui de collègues épuisé-e-s à un niveau jamais atteint aussi tôt dans l'année : ils sont épuisés par une charge de travail déraisonnable, par des conditions d'encadrement qui ne permettent pas la prise en compte de l'hétérogénéité des élèves, par la multiplication de tâches périphériques. Ils sont épuisés par la perte de sens de leur métier qui s'accélère avec les suppressions de postes et les réformes mises en œuvre au pas de charge par le Ministre. L'institution serait irresponsable de ne pas entendre ces alertes.

C'est particulièrement criant dans les lycées où de multiples tensions sont liées à la mise en place de la réforme Blanquer. Vous connaissez les raisons de notre opposition à cette réforme, nous les avons largement développées. C'est une réforme qui accroît les inégalités entre les jeunes, entre les établissements, entre les territoires.

C'est une réforme qui conduit à un bac maison dont la valeur dépendra de l'établissement dans lequel il sera obtenu.

C'est une réforme qui renvoie les élèves à des choix précoces, parfois hasardeux et davantage guidés par la nécessité d'éliminer une discipline que d'en choisir véritablement d'autres. Qui peut prendre l'engagement aujourd'hui, auprès des élèves qui, comme indiqué triomphalement dans le document de ce CTA, « ont pleinement usé de leur liberté pour choisir de nouvelles combinaisons », que cela n'aura aucune incidence au moment de l'accès à l'enseignement supérieur ?

C'est une réforme qui fragilise aussi la voie technologique, dès cette année, comme nous le craignons en décembre dernier déjà, sans avoir été entendus. Des options technologiques doivent être réintroduites dans les lycées en classe de seconde.

C'est une réforme comptable qui réduit les moyens alloués aux dédoublements et aux options. La marge d'« autonomie » est insuffisante, elle est allouée de manière mécanique sans tenir compte du nombre de spécialités ou d'options offertes dans les lycées, à l'exception des plus petits d'entre eux. Cela oblige à des choix qui n'en sont pas, au détriment de la qualité des apprentissages et de l'offre de formation tout en accroissant les inégalités entre les lycées.

Mais c'est aussi une réforme qui désorganise profondément les établissements. D'abord parce que le groupe classe est largement éclaté. Il

ne concerne plus au mieux que la moitié de l'horaire élèves. C'est une modification importante car le groupe classe est un repère structurant pour les élèves et un facteur de cohérence pour l'équipe enseignante. L'inflation du nombre de professeurs amenés à intervenir sur un même groupe d'élèves est préoccupante. Les emplois du temps sont éclatés et conduisent à une amplitude horaire sur la journée déraisonnable pour les élèves comme pour les enseignants. Les programmes sont très lourds et très complexes et sont mis en œuvre dans des conditions dégradées. Ils ne font pas sens pour de nombreux élèves.

La désorganisation que nous dénonçons va aussi découler de la mise en place de plusieurs sessions d'épreuves communes de contrôle continu tout au long de l'année de première et de terminale. La note de cadrage ministérielle ne cadre rien et renvoie la totalité de l'organisation au local. Le lycée devient ainsi une machine à évaluer conduisant à une perte de temps considérable et à un stress permanent pour les élèves, là où le ministre vendait un bac allégé et plus serein pour les élèves. La banque nationale de sujets est aujourd'hui désespérément vide empêchant les enseignants de préparer les lycéens aux niveaux d'exigence des épreuves de la première session de contrôle continu. Le sentiment qui domine aujourd'hui chez les enseignants et que cette réforme nous empêche de bien faire notre métier et de faire réussir les élèves qui nous sont confiés. Que faut-il pour que le Ministre l'entende ? Il est temps de stopper la machine infernale et d'annuler, en première étape, la première session d'épreuves communes, avant de revoir l'ensemble de l'architecture du bac et du lycée.

Sur la carte des formations à l'ordre du jour, le SNES-FSU s'inquiète du développement de formations en mixité des publics dans les différents BTS. Outre les difficultés pédagogiques et d'organisations générées par la mixité des publics, la nécessité économique éprouvée par un nombre croissant de jeunes, les poussant à s'engager dans une formation en apprentissage en cours ou à la place d'un cursus de formation initiale, témoigne d'une aggravation des difficultés qu'ont les jeunes des milieux modestes à poursuivre des études. Nous ne pouvons nous en satisfaire. Il n'y a pas d'argent magique, néanmoins les quelques milliards consacrés à la baisse des impôts des plus riches permettraient sans aucun doute d'assurer à tous les jeunes des conditions d'études leur évitant de se préoccuper de leurs fins de mois ou de celles de leurs familles et de permettre aux enseignants de travailler dans de meilleures conditions.

Notre académie, la plus touchée par les suppressions de postes entre 2008 et 2012, maltraitée depuis, doit voir ses moyens amplifiés à la rentrée prochaine.